

Société

## Le chantier de mon frère

P 5



LE

# LIBÉRAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 093 mercredi 10 Octobre 2012 - 250 F CFA / Etranger 1€

### Sursaut patriotique au NET



L'opération «Pouvoir d'accord, Togo d'accord» lancée P 3

Le 5 octobre fait-il encore recette ?

Les grands acteurs en retrait, les usurpateurs en première ligne P 4

### Editorial

## Le secret de l'opposition togolaise

Toutes les guerres, tous les conflits, tous les différends se terminent invariablement autour d'une table de discussion. C'est une constante de l'histoire des hommes. Or depuis des mois, certaines formations de l'opposition togolaise freinent des quatre fers dès que l'on parle de dialogue politique. Elles évoquent pêle-mêle les mille et un dialogues « inaboutis » pour expliquer leur allergie aux discussions. Et si tout cela n'était que prétexte !

Il faut désormais se rendre à l'évidence. L'opposition rechigne à dialoguer parce qu'elle n'a pas encore atteint son objectif à savoir : inverser le rapport de forces sur le terrain et négocier ensuite en situation avantageuse.

La politique étant avant tout une affaire de rapports de forces, la table des négociations étant un passage obligé, l'opposition traîne des pieds en espérant prendre un avantage décisif sur le terrain, avant de dialoguer.

Malheureusement avec les jours et les mois qui passent la foule des manifestants ne grossit pas tant que ça ! Bien au contraire la lassitude gagne les rangs. Les élèves ont repris le chemin des classes. Les paysans attendent avec impatience la saison des récoltes. Les commerçants à Déckon et Assigamé sont acharnés à améliorer leurs chiffres d'affaires.

L'opposition avait espéré mobiliser tout le Togo. Mais pour l'instant elle trône sur un tout petit rocher perdu à Bè. Et ce n'est pas tout. Des voix autorisées disent haut et fort qu'à force de marcher elle perd son temps et retarde le Togo.

Bref l'opposition togolaise marche, mais elle ne fait marcher personne. Son secret est dehors. ■

La Rédaction



## Les vérités révélées à Kofi Yamgnane...sursaut tardif ou revirement politique majeur?

« La France n'a pas de candidat au Togo..... Ce n'est pas en marchant qu'on fait de la politique » P 3

Projet de budget Environ 37 milliards pour l'entretien des routes en 2013 P 2

Le Togo perd des offres de formation sur le plan international à cause des lourdeurs administratives P 7

Civisme

Respectez les forces de l'ordre et de sécurité P 2

## Projet de budget Environ 37 milliards pour l'entretien des routes en 2013

**P**ROJET DE BUDGET 2012 : Environ 37 milliards pour l'entretien des routes.

Les infrastructures routières connaissent une métamorphose depuis quelques années avec pour conséquence, la fluidité de la circulation et surtout un début d'embellissement et de désengorgement de la ville. Ce joyau apprécié de tous ne saurait perdurer sans un entretien à la taille de l'équipement. Outre les gestes simples qui permettent de maintenir nos routes propres et en bon état, le gouvernement a le devoir d'élaborer une politique de l'entretien routier nécessaire pour encourager la politique de construction d'infrastructures.

En prélude à l'adoption du budget exercice 2013 par l'Assemblée Nationale, les différents secteurs d'activités s'activent à arrêter son budget. C'est ainsi que les 4 et 5 octobre dernier, une conférence de programmation pour l'élaboration du projet de Budget-Programme A F E R 2013 s'est tenue dans un Hôtel



Poste de peage

de la capitale.

Au cours de cette conférence, un compte rendu des données routières ainsi qu'une présentation de l'avant projet de budget par rapport aux besoins réels et aux ressources disponibles ont été présentés. Ainsi, pour l'ensemble des besoins pour l'entretien routier, l'Etat togolais aura besoin de près de 37 milliards de francs cfa. Les ressources disponibles sont évaluées à 9 milliards, essentiellement composées des recettes sur les droits d'assise des produits pétroliers évalués à environ 8 milliards de francs cfa soit environ 700 millions par

mois et le droit d'usage de la route notamment les recettes au niveau des péages évaluées à 1 milliard par an soit environ 145 millions par mois.

Il est alors clair que le gouvernement doit rechercher d'autres fonds pour compléter ce budget prévisionnel nécessaire à un bon entretien de nos routes. Il faut rappeler qu'en 2012 le budget consacré à l'entretien des routes était de 40 milliards. La réhabilitation des infrastructures routières en 2012 explique la diminution de la manne financière en 2013. ■

P. Fab

## Civisme Respectez les forces de l'ordre et de sécurité



**I**ls sont nombreux ces conducteurs de taxis et de taxis-motos qui violent les feux tricolores par des raisons liées à la recherche éfrénée du profit le plus élevé parfois au péril de leur vie. Les dépassements anarchiques, la violation des feux tricolores bref du code de la route est fréquente. Très souvent, tout se passe sous les yeux des forces de l'ordre et de sécurité dont l'autorité est malheureusement foulée au sol. Il a été donné de constater que Certains usagers de la route refusent tout simplement d'obtempérer quand ils sont interpellés par les forces de l'ordre et de sécurité. Pour certains, la crainte d'être lourdement taxé leur fait prendre l'option de la fuite ; d'autres conducteurs choisissent catégoriquement de bêcher les agents en profanant des insultes à leur égard. « Amis conducteurs nous devons savoir que tout conducteur doit absolument obtempérer, obéir, à une sommation, une injonction, un ordre de s'arrêter émanant d'un agent en uniforme (policier ; gendarme) chargé de faire respecter le code de la route pour la sécurité de tous. ne pas marquer un arrêt alors que l'ordre a été donné de façon claire et non équivoque, est d'abord un acte incivique, un délit de fuite qui parfois nous exposent aux accidents de la route. ■

Charles

### Sujet de la semaine: « Le 5 Octobre au Togo : que vous inspire cette date ? »

## Micro à l'Envers

Les confrères  
se prononcent  
sur l'actualité



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC  
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication  
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction  
Schmidt EZA  
BRHOOM Kwamé  
Dieudonné ESSOHANAM  
Sémy MAREKA  
Magloire A.  
Wilfried Ted  
Correcteur  
S. Didier

Infographie  
Raphaël AHIBLÉ

Adresse  
Route de Mission Tové, non loin du  
Petit Séminaire, Agoè  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 41 92 91  
13 BP 152 Lomé-TOGO  
Imprimerie  
La Colombe  
Tirage  
2000 exemplaires

### Kodzo Adzewoda VONDOLY, Journaliste à Actu Express



Le 05 octobre demeure une date décisive pour le peuple togolais tout entier, et pour notre génération, une marque de courage pour vaincre la tyrannie. Dresser un bilan des 22 ans après cet événement, c'est un travail assez difficile pour tout togolais témoin de la façon dont notre pays est dirigé. Mais je puis vous dire sans hésiter que le Togo 22 ans après cet événement sans précédent, paraît pire qu'avant. D'aucuns penseront et diront le contraire, mais c'est une réalité que nous n'avons pas avancé. On parlerait d'une évolution démocratique ou d'une liberté d'expression si les Togolais étaient "autorisés" à célébrer dans la joie, cette date le vendredi 5 octobre dernier. Sans coup férier, les démons de la répression ont encore agi. S'il est aussi

difficile aux Togolais de rééditer aujourd'hui le 05 octobre 1990 face à la torture de leur âme, c'est parce qu'ils n'ont pas le même cœur que ceux qui ont envahi le palais de justice de Lomé en ce temps. Si d'aucuns comparent la floraison des médias privés à une certaine liberté de presse par exemple, nous devons savoir que notre chemin est encore long. Mais le pouvoir togolais doit savoir qu'il abuse des droits des populations qu'il ne veut pas voir manifester dans la rue. Après le théâtre honteux auquel les Togolais ont assisté le vendredi 5 octobre dernier, moi je suis tenté de rappeler au pouvoir et ses alliés qui le confortent dans ses erreurs, que «Celui qui ne se souvient pas du passé, est condamné à le revivre». ■

### Roger Adzafo, Togo en vogue



Le 05 octobre 1990 reste une date importante dans le processus de démocratisation du Togo. Les libertés de presse, d'expression et d'association sont des acquis de cette révolution (même si des abus sont remarqués de nos jours). Il faut cependant déplorer le

comportement individualiste de certains de nos leaders politiques qui n'a pas permis au Togo d'être au même niveau que ses voisins qui avaient fait la même lutte à la même époque. Vivement que l'amour pour la patrie domine dans nos luttes. ■

### Pape Koudjo, DP Pipo Magazine



C'est un bilan mitigé à mon avis. Vingt deux ans après le premier soulèvement populaire du 5 octobre 1990, on a comme l'impression qu'on a donné aux Togolais la possibilité de s'exprimer, mais les autres droits surtout sur le plan de la transparence, dans la gestion des affaires publiques tardent à venir. Il y a aussi une mauvaise répartition des biens de l'Etat. Le

régime cinquantenaire s'est malheureusement illustré négativement en réprimant la manifestation du collectif sauvons le Togo, en commémoration du 5 octobre, organisée le vendredi dernier 5 octobre 2012 par les principales force de l'opposition.

Bref, le Togo a encore du chemin à faire en matière de démocratie et des droits humains. ■

# Les vérités révélées à Kofi Yamgnane....sursaut tardif ou revirement politique majeur?

« La France n'a pas de candidat au Togo..... Ce n'est pas en marchant qu'on fait de la politique »

Le candidat recalé à la présidentielle de mars 2010 au Togo, ancien maire de Saint Coultz et Conseiller aux Affaires Africaines du candidat François Hollande, Kofi Yamgnane, était au Togo pour un court séjour qui aurait été riche en déclarations et autres précisions de grande importance eu égard aux derniers développements de l'actualité au Togo.

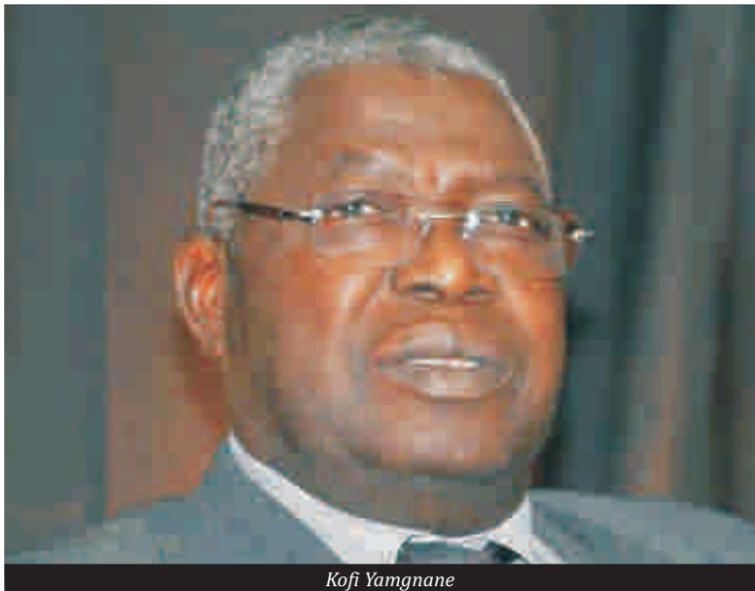
Après un passage dans son Bassar natal où, il a pris part à la fête des ignames aux côtés de ses parents, Kofi Yamgnane, président de l'association SURSAUT Togo, membre fondateur du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), a organisé une conférence de presse au cours de laquelle, il s'est longuement et clairement positionné sur les réformes en cours, les prochaines élections législatives, la stratégie et les marches du CST et d'Arc en Ciel ainsi que sur son avenir politique.

C'est par ce dernier point que le franco togolais a commencé en annonçant que désormais sa situation au niveau de l'état civil (la double date de sa naissance qui avait conduit à son élimination dans la course

présidentielle) était régularisée et qu'il entendait donc s'engager pleinement dans les conquêtes électorales futures. A ce propos une convention de SURSAUT Togo se tiendra dans les semaines à venir en vue de mieux organiser cette participation active à la vie politique togolaise. Quant à la question de savoir s'il se considérait comme le candidat de la France au Togo, il a répondu : « La France n'a pas de candidat au Togo. »

Mais c'est sur la question des réformes politiques et de la stratégie de l'opposition qui marche, que le franco togolais se montre plus critique et plus sévère contre ses anciens amis du FRAC qui alimentent aux côtés de certaines associations de la société civile, les manifestations au quotidien.

« Je me bats pour que les élections soient aussi transparentes et que le mode de scrutin soit connu de tout le monde. Et cela ne se décide pas dans la rue mais à l'Assemblée nationale....Nous avons une opposition à l'Assemblée nationale, mais est-ce qu'elle a fait une seule proposition de loi sur le mode de scrutin soit sur la limitation du mandat ? Ce n'est



Kofi Yamgnane

pas dans la rue que ces choses se décident. Ce sont les syndicats qui défilent dans la rue. » a-t-il proclamé avec conviction avant de s'adresser à ses alliés du FRAC qui s'acoquinent au sein du CST avec des avocats « bitosards » d'une certaine société civile avec ce message non équivoque : « Ce n'est pas en marchant qu'on fait de la politique, mais en bousculant idéologiquement le pouvoir. »

Près d'une semaine après cette sortie inhabituelle d'un leader qui était à la genèse du FRAC et des manifestations publiques au lendemain de la présidentielle

de mars 2010, les membres de cette coalition électorale et leurs nouveaux amis du CST s'abstiennent de répliques guerrières et se contentent de qualifier officiellement cette position d'incompréhensible revirement. C'est une douche froide que l'aile française du FRAC vient de donner au CST dont les récurrentes marches ont fini par laisser non seulement les togolais du Togo mais finalement ceux de l'extérieur qui ne comprennent plus rien à cette absurdité qui rime finalement à la sottise politique.

Mais il faut aller plus loin et lire

ce revirement à la lumière des récents développements de l'actualité. Faure Gnassingbé et François se sont vus à New York dans une ambiance « normale » pour utiliser un terme cher à la présidence française. Des questions d'Etat ont été abordées par les deux hommes d'Etat dans une atmosphère empreinte de respect mutuel. La situation au Togo a été abordée sans passion. Comme tous les bons observateurs, Yamgnane a mesuré toute la portée de cette première rencontre entre Faure Gnassingbé et un François Hollande qui, il y a quelques mois encore, hésitait à se rendre à Kinshasa pour le sommet de la Francophonie pour les raisons que tout le monde connaît.

Yamgnane s'est repositionné visiblement. Car celui qui s'est engagé activement dans la campagne de François Hollande- du moins au début- ne peut pas ne pas tirer les conclusions qui s'imposent à lui, surtout que pour l'instant, ses services n'ont pas été sollicités par le nouveau locataire de l'Elysée. Cela s'appelle de la Realpolitik. ■

Schmidt EZA

## Sursaut patriotique au NET

# L'opération « Pouvoir d'accord, Togo d'accord » lancée

Le Nouvel Engagement Togolais NET fait partie des derniers nés des partis politiques au Togo. Faire la politique autrement est le crédo de son père fondateur Gerry Taama. En tout cas l'ex officier des Forces Armées Togolaises semble bien le démontrer à ses devanciers dans le monde politique. Après ses multiples propositions dans biens de domaines qui pour l'instant semblent ne pas faire bouger les lignes, Gerry Taama et ses partisans viennent de lancer un nouveau concept : « Pouvoir d'accord, Togo d'abord », un appel à la classe politique togolaise à privilégier l'intérêt supérieur du Togo dans sa quête du pouvoir politique.

L'initiative « Pouvoir d'accord, Togo d'accord » selon ces concepteurs, vise à parvenir à un autre cadre de discussion qui garantisse aux différents acteurs, l'impartialité et la crédibilité nécessaire à tout dialogue. Face à la presse hier mardi au siège de son parti au quartier Novissi à



Gerry Taama

Lomé, Gerry Taama appelle de tous ses vœux tous les acteurs politiques togolais à accorder une place au principe de dialoguer. Ce nouveau cadre de discussion qui pourrait se tenir sans le NET devrait être dirigé par les autorités religieuses soutenues par les dépositaires de la tradition, les acteurs

de la société civile sous le regard bienveillant des experts fournis par les chancelleries présentes dans notre pays. Pour qui connaît l'histoire politique du Togo, on pourrait dire que cette initiative n'est inédite que de part sa dénomination. L'implication dans les crises politiques, des personnalités

qu'elles soient religieuses traditionnelles ou issues du monde diplomatique a accouché des résultats en dents de scie. Aujourd'hui, le débat tourne beaucoup plus autour de la bonne foi et la réelle volonté des acteurs à discuter. A en croire le NET les entités appelées à encadrer ces assises sont disposées à jouer leur partition. Mais le plus dur à faire, est de parvenir à réunir les protagonistes.

L'opération « Pouvoir d'accord, Togo d'abord » selon le NET tire sa source des conclusions du dialogue de septembre dernier, des incidents du quartier Adewi et du refus du CST et de la coalition Arc en ciel à prendre part à la conférence de haut niveau organisée par le PNUD. Ces trois événements considérés par le NET comme des incidents, constituent des signes d'une impasse dans laquelle, se trouvent les acteurs politiques qui doivent faire preuve de patriotisme. ■

P. Fabrice

Le 5 octobre fait-il encore recette ?

## Les grands acteurs en retrait, les usurpateurs en première ligne

Il y a un an jour pour jour, Me Jean DEGLI, l'un des plus jeunes avocats et acteurs des soulèvements du 5 Octobre, a voulu commémorer le 21<sup>e</sup> anniversaire de cet événement à travers le FRONT SAGE (coordination regroupant des membres d'association de la société civile et de partis politiques), la tâche ne lui a pas été du tout facilitée par Jean Pierre Fabre et ses amis du FRAC. C'était une célébration, pas celle des grands jours, qui avait réuni devant la lagune de Bè et plus tard à la Place de l'Indépendance les membres du Front SAGE parmi lesquels on comptait Me AJAVON Zeus, Gil Benoît AFANGBEDJI du CST et Jean KISSI de la Coalition Arc-en-Ciel. De l'autre côté Jean Pierre FABRE et son FRAC avaient organisé une contre-manifestation que certains journalistes avaient encensée et qualifiée de plus populaire que celle organisée en mémoire du 5 Octobre. Après la dislocation du FRONT SAGE suite aux incompréhensions internes entre les avocats d'Agba Bertin et celui de l'émirati, les ODDH ont évolué dans leur stratégie de défense de leurs clients jusqu'à la naissance du CST qui a pris sur lui d'organiser ce 22<sup>e</sup> anniversaire le

vendredi dernier.

A cette marche il n'y avait aucun vrais acteurs du 5 Octobre, la plupart ayant préféré organiser des manifestations plus intellectuelles sur le bilan des 22 ans de luttes et les perspectives à entrevoir désormais. A cette marche du vendredi 5 Octobre 2012, il n'y a eu que quelques usurpateurs, de grands absents ou de lointains spectateurs, qui aujourd'hui tordent le cou de l'histoire pour s'attribuer ne serait-ce que des rôles mineurs (puisque de toute façon les plus importants sont connus) et tentent de s'approprier un esprit 5 Octobre qui ne fait plus recette.

Alors que la manifestation est autorisée et que l'autorité ne demande qu'un léger changement d'itinéraire, les organisateurs ont voulu profiter de cette divergence pour tenter un forcing dans l'espoir de créer une situation chaotique qu'on pourrait, avec des effets d'agrandissement, comparer aux soulèvements de 1990. Après un départ sans gêne et entrave, les militants du CST ont décidé de s'attaquer, au niveau de la voie interdite, aux véhicules de la Police et de la Gendarmerie, avant de forcer le barrage sécuritaire. Selon un



Image d'archives

communiqué du Président de la Délégation Spéciale de la ville de Lomé qui a déploré ces actes de vandalisme des manifestants « visiblement drogués », face à cette provocation « les forces de l'ordre de l'ordre et de sécurité se sont vus dans l'obligation d'utiliser des moyens conventionnels en leur possession pour les disperser. »

La recette de la journée est bien maigre pour le CST : seul un journaliste du CST dit avoir reçu un coup de coude de la part d'un officier de police. La presse présentera dès le lendemain un autre manifestant avec la tête légèrement ensanglantée. Nous sommes bien loin de la réédition du 5 Octobre et la déception se lit dans le visage des responsables du CST qui ne veulent plus de dialogue et qui

comptent sur la rue pour faire partir Faure Gnassingbé.

Aucun des leaders des mouvements de ce 5 Octobre dont la plupart sont au Togo, n'a pris part à cette manifestation dont les objectifs ne correspondent plus véritablement aux aspirations populaires actuelles beaucoup plus tournées vers la poursuite de l'apaisement, le renforcement de la démocratie, la lutte contre la pauvreté et le développement du pays. Les vrais acteurs étaient soit à Eda Oba à la rencontre de la jeunesse, soit au Grand Séminaire à Tokoin Hôpital pour le bilan et les perspectives pour le Togo. Les seuls vrais débats qui méritent d'être faits à l'occasion de cette commémoration. ■

A.KILI.

## Prochaines législatives Quand la trouille s'empare de l'opposition

La dernière sortie médiatique du PM Lahoomey-Zunu sur Radio France internationale continue de susciter des remous dans les rangs de l'opposition notamment, au sein de l'Alliance Nationale pour le Changement ANC. Sur RFI, le PM n'est pas allé du dos de la cuillère en annonçant, les prochaines législatives hors délais constitutionnel mais dans un avenir très proche. Probablement en début d'année 2013. En tout cas lors de sa dernière tournée européenne, le locataire de la primature en a discuté avec les différents partenaires au développement auprès de qui, il a plaidé la cause du Togo qui se prépare pour l'organisation des élections législatives.

Voilà l'info qui a semé un vent de panique au sein de certains partis d'opposition, accrochés aux parades dans les rues de Lomé. En guise de droit de réponse sur RFI hier mardi, le président national de l'ANC Jean Pierre Fabre visiblement très fébrile parle de mise en garde au gouvernement obstiné à organiser les élections législatives. On se demande ce qui fait paniquer l'ANC.

Les élections ne sont elles pas une occasion rêvée pour l'ANC pour démontrer sa popularité tant clamée dans les rues et sur les médias ?

Il n'est un secret pour personne, depuis un certain temps, tout ceux qui parlent d'élection sont voués aux gémonies par certains leaders de l'opposition. C'est ainsi que la dernière conférence de haut niveau organisée par le PNUD, n'était pas du goût de certains hommes politiques qui ont d'ailleurs brillé par leur absence.

Bientôt, ce sera l'heure de vérité pour les partis politiques. Les prochaines législatives sont très attendues pour mesurer le poids politique de qui que ce soit. Il faut dire que l'échiquier politique s'est enrichi avec la création de nouvelles formations politiques qui attendent les prochaines élections pour leur baptême de feu. Il est certain que beaucoup se casseront la gueule et que d'autres disparaîtront pour de bon. Qu'elle soit modérée ou radicale, l'opposition togolaise a la trouille des élections mais elles auront lieu. ■

PF

Circulation bloquée à la faille d'Alédjo Samedi dernier

## L'imprudence d'un conducteur a failli tourner au drame



Faille d'Alédjo

Le samedi après-midi à la sortie de la faille d'alédjo un camion gros porteur était renversé de façon transversale sur la voie unique qu'empruntaient les usagers venant en amont ou en aval. Que s'était-il donc passé ? Telle est la question que tout le monde se posait. Mais devant nous le scénario était loin de notre imagination. En effet c'est un gros porteur burkinabais qui bloquait le passage indépendamment de la volonté du chauffeur à en croire ce dernier. C'est dans ses explications qu'il nous faisait comprendre que c'est chemin faisant qu'un de ses roues l'avait

lâché et comme tout chauffeur il était de bonne augure de la remplacer par une autre. C'est donc dans l'exercice de remplacer cette dernière, que son cric a glissé et que le gros camion porteur avec une cabine vide à la fois a déraillé sur une cinquantaine de mètres avant de s'écrouler sur la largeur de la route après avoir heurté le flanc de la montagne. Fort heureusement il n'y a pas eu de drame majeur si ce n'est que le véhicule qui a perdu de tout son contenu de sac de sucre. Il aura fallu deux heures de temps pour que la circulation retrouve son cours normal. ■

Charles Keyewa

## Société

# Le chantier de mon frère

C'est toujours une surprise quand un frère se fie à un autre pour accomplir une tâche à sa place, un travail dont il est dans l'incapacité de s'occuper lui-même pour diverses raisons dont la plus connue est l'éloignement. En Afrique et au Togo en particulier, on est un homme accompli que dès lors qu'on a un boulot stable, une famille et surtout un « chez soi » c'est-à-dire une maison. Raison pour laquelle, les togolais travaillent, s'exilent et se privent de plaisir et de bonheur pour réussir ces trois étapes, signes de réussite.

Yérima T. fait partie de ces togolais du centre du pays qui sont prêts à périr comme ces sénégalais qui sont entrés dans l'histoire avec les innombrables risques courus dans les embarcations de fortune quelque part aux larges des côtes des îles Canaries. C'était pour rire et dire que la traversée de l'océan pour Yérima n'a pas été une petite aventure. Ayant abandonné l'école très tôt, il fait partie de ces africains qui ne peuvent fondamentalement compter que sur la force de leurs bras pour se tailler une place au

soleil, se réaliser, aider les parents qui ont mis bien souvent les moyens et la prière nécessaires et éventuellement pouvoir revenir un jour au pays pour démarrer une autre vie.

Dans ce qu'il convient d'appeler l'esclavage volontaire des temps modernes, Yérima s'est fait une santé financière approximative en traînant sa bosse d'abord en Italie, en Suède et pour finir en Allemagne. Même s'il n'avait pas de diplôme dans les grandes écoles et universités, la vie, elle lui a décerné un diplôme de bravoure et la société un autre de la chance. Yérima était un de ces chanceux, ceux qui ont la bonne tête et qui réussissent là où rien ne présageait qu'ils réussiraient. Mais non, n'exagérons rien et disons plutôt qu'il n'a pas franchi la porte de non retour et que son retour au pays était plus que certain. Il avait toujours rêvé d'arriver en triomphe, la tête haute et le torse intérieurement bombé avec le succès qui sera le sien et surtout la fierté qu'il inspirera à sa famille. Et pour y parvenir, il confie avoir consenti d'énormes sacrifices dont le premier est le manque total d'occasion de se faire plaisir. « La femme, j'ai fait

plus de quatre ans sans connaître la couleur de son caleçon. C'est quand ma mère m'a repéré Léïla et me l'a envoyé ici comme femme que ma vie a véritablement commencé. Avant cela, mes seuls instants de loisirs étaient la télé et les quelques rares matches de football auxquels me conviaient certains compatriotes. » Yérima faisait ces confidences le cœur serré et plein d'amertume, face à la grande déception que lui a infligé son jeune frère Assan et son oncle Abdel à qui il avait laissé la charge de la construction de sa maison. Une maison qui depuis quatre n'était pas achevée alors qu'elle lui a englouti une bonne part de ses économies et réserves. Il le disait surtout parce que l'argent qui devait servir à finir son chantier est parti dans les cuisses des femmes. Son frère et son oncle, selon les informations qu'il avait reçues finalement, ont investi une bonne partie de « Western » qu'il envoyait mensuellement dans des affaires de femmes, l'une d'entre elles, et qu'il veut d'ailleurs poursuivre, aurait monté une boutique d'alimentation générale à la sueur de son front à lui. Les

autres, les plus nombreuses d'ailleurs et qui ont cru que son chantier était celui de son oncle, leur papito, n'ont pas laissé de traces. Comment est-il arrivé à se faire baiser aussi facilement alors que la sagesse populaire a toujours enseigné que la confiance n'exclut pas le contrôle?

« Yérima a été baisé dans cette affaire parce qu'il n'a jamais voulu associer ses parents à ses démarches aussi bien dans l'acquisition du terrain que dans le démarrage des travaux » confie un de ses amis en Suède qui dit l'avoir mis en garde par rapport aux parents, aux copines et autres amis qui ont réussi au fil des années à mettre totalement en déroute la confiance dès lors que l'argent est en jeu. La pauvreté aidant, les frères restés au pays sont plus enclins à « couper » leurs frères de l'autre côté de la rive, là où l'herbe serait plus verte et souvent profitable uniquement à ceux qui y séjournent. Et pourtant Yérima n'était pas homme à fermer sa main. Depuis que Assan l'avait pistonné à vite enlever sa dulcinée Léïla, il est resté le seul contrôleur sur qui comptait Yérima pour le suivi

des projets et chantiers sur lesquels il était. C'est par lui qu'a transité tout l'argent qui a servi à acheter le visa de Léïla, c'est par lui que le projet de l'achat du terrain est devenu une réalité. Jusque là, il avait joué sa partition de petit frère sans faille. Assan ne voulait pas rejoindre Yérima en Allemagne, car pour lui « German c'est gâté maintenant ». Il voulait que son frère lui envoie plutôt des voitures à vendre. Ce qui fut fait et qui permit de finir de payer l'argent du terrain. Dans l'achat de ce terrain, il s'arrangera d'ailleurs pour garder une voiture pour lui. En fait il l'a vendue à son oncle à l'insu de la famille et sans que celui-ci ne paie. Un tour de passe-passe à la Ibo leur avait permis de rouler Yérima. De cette voiture viendront les autres problèmes : carburant et femmes.

Le chantier de Yérima ne pouvait pas finir dans les délais même si sur les photos qui lui étaient régulièrement envoyées, les maçons avançaient à grandes enjambées sur les briques et le béton. ■

A suivre  
Le Briscard

## Kara

# Le 2eme Forum des acteurs du développement à la base s'est refermé sur une note de satisfaction

Le deuxième forum des acteurs du développement à la base a pris fin au palais des congrès de Kara le 06 Octobre dernier. Il a duré trois jours et a rassemblé plus de 430 acteurs et partenaires du développement.

Autour du thème : « stratégie pour un développement endogène et inclusif des communautés à la base dans la lutte contre la pauvreté ».

Ces assises ont permis de dresser le bilan du premier forum national des acteurs du développement à la base. Plusieurs projets dont le PROVONAT ont été passés aux peignes fins.

Ce premier forum a permis d'octroyer à plus de 5000 groupements du matériel d'appui et de micros crédits ; près de 120.000 élèves ont bénéficié de repas scolaires, l'installation de plus de 25 plateformes multifonctionnelles et 25 autres avant la fin de cette année, plus de 2000 jeunes déjà mobilisés et 5000 autres ont bénéficié

d'accompagnement...

la ministre du développement à la base a remercié les partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux pour leur appui. Ce deuxième forum a permis d'évaluer le niveau d'exécution des recommandations du premier forum, d'examiner la mise en œuvre des grandes actions initiées par le ministère du développement à la base dans la réalisation de ses projets. Les participants ont échangé sur la Politique Nationale de Développement à la Base, le renforcement de la gouvernance locale, avec la mise à la disposition des communautés des moyens pour promouvoir l'auto-développement afin de corriger les déséquilibres régionaux pour la période 2013-2017.

Les travaux du forum ont été enrichis par des communications et des échanges d'expériences et surtout des débats sanctionnant les travaux. La plénière conclusive et la fin des travaux du forum



du samedi 06 Octobre 2012 ont été marquées par la signature des conventions qui doivent aboutir à la construction des forages, des magasins, des marchés, la délocalisation du marché dans diverses localités du pays. Il a été également annoncé la mise en application de certains projets comme la gratuité de l'école, la gratuité de la césarienne, la campagne d'allégeance du taux de mortalité des mères. Le

représentant de la BAD au Togo a de son côté résumé les travaux dudit thème en trois points à savoir le renforcement des coordinations interministérielles sur les actions du gouvernement visant la promotion du développement à la base, l'impérative nécessité d'accélérer les réformes du régime foncier togolais et la modernisation du cadastre et enfin l'effectivité et la performance de la décentralisation afin de faciliter un meilleur développement à la base sur toute l'étendue du territoire auquel son institution compte s'associer. Avant de déclarer clos les travaux la ministre a fait savoir aux différents acteurs que leurs recommandations qui étaient en 23 points seront transmises au chef de l'Etat et a invité les différents ministères à une synergie pour atteindre ensemble l'objectif fixé par le gouvernement. ■

Charles keyewa



DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE DES TELECOMMUNICATIONS  
DU TOGO (TOGO TELECOM)

### Avis d'Appel d'Offres International

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE CINQ (05) PYLÔNES AUTOSTABLES AINSI QUE LA FOURNITURE DES EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES POUR LES LIAISONS PAR FH**

Date de lancement de l'Avis : 27 SEPTEMBRE 2012

Appel d'Offres International N° 0102/TGT/DG/DML/PRMP

La Société des Télécommunications du Togo (TOGO TELECOM) sollicite des offres fermées de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison des fournitures suivantes :

**Lot 1** : Fourniture et installation de cinq (05) pylônes autostables sur les sites de Ablogamé, Djidjolé, Agou Gare, Amlamé et Amou Oblo.

**Lot 2** : Fourniture des équipements et accessoires pour l'installation et la mise en service des liaisons par Faisceaux Hertzien de type PDH dans le cadre du complément du projet 300K.

1. Sont admises à concourir toutes les personnes morales, spécialisées dans le domaine et justifiant de moyens techniques et financiers pour l'exécution du présent appel d'offres (cf. Dossier d'Appel d'Offres).

2. Les exigences en matière de pièces administratives sont :

**Pour les entreprises installées dans l'espace UEMOA :**

- Carte d'opérateur économique en cours de validité ;
- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- Attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- L'original du quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de l'inspection du travail et des lois sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale datant de moins de trois (03) mois ;
- La preuve du paiement de la taxe parafiscale pour les candidats qui ont été attributaires de marchés publics depuis la date d'entrée en vigueur de cette taxe en novembre 2011.

**Pour les entreprises non installées dans l'espace UEMOA :**

- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ou toute pièce en tenant lieu;
- Attestation de non faillite (original) datant de moins de 3 mois.

3. Pour être qualifiés, les candidats devront :

- Produire un extrait du compte de résultats et du bilan des trois (03) dernières années (2009, 2010, 2011);
- Produire au moins une (01) référence technique concernant les marchés similaires antérieurs (copies des attestations de bonne fin d'exécution, pages de garde et de signature).

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

4. L'ensemble des acquisitions est reparti en deux (02) lots : lot 1 et lot 2.

5. Les offres, présentées sous plis fermés, devront être accompagnées d'une garantie de soumission conformément au tableau ci-après:

Lots	Garantie de soumission
Lot 1	6 900 000 FCFA
Lot 2	11 900 000 FCFA

Un candidat peut soumissionner aux deux (02) lots. Il ne peut être attributaire que d'un seul lot.

6. Le délai d'exécution du marché est de trois (03) mois à compter de la notification du marché.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet à la Direction Générale de TOGO TELECOM, Porte 004 SPL au rez-de-chaussée ou l'acheter à la Direction Générale de TOGO TELECOM, Porte 007 SPL au rez-de-chaussée, moyennant paiement en espèce d'une somme non remboursable de **Cinquante Mille (50 000) FCFA**, contre reçu à la caisse régie d'avance de TOGO TELECOM, située au rez de chaussée à l'adresse suivante :

Direction Générale de TOGO TELECOM  
Place de la Réconciliation ; quartier Atchanté  
BP : 333 Lomé - Togo  
Tél : (228) 22 21 44 01 / 22 53 44 01  
Télex : 5245 TG  
Fax : (228) 22 21 03 73  
E-mail : [spdggt@togotel.net.tg](mailto:spdggt@togotel.net.tg)  
Site Web: [www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)

8. Les offres, rédigées en langue française doivent être déposées, sous plis fermé, au plus tard le **13 Novembre 2012 à 9H 00 T.U** au Secrétariat Administratif du nouveau siège de TOGO TELECOM, au rez-de-chaussée **porte 12**.

Les offres remises hors délai ne sont pas acceptées.

9. Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pour une durée de quatre vingt dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

La garantie de soumission reste valable vingt huit (28) jours après l'expiration de la garantie de l'offre.

10. Les plis seront ouverts en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaiteraient assister à l'ouverture des plis le **13 Novembre 2012 à 9H 30mn** dans la Salle de Réunion du rez de chaussée du nouveau siège de TOGO TELECOM.

11. Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel et évaluée la moins-disant, et qui satisfait aux conditions de qualifications requises.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations ou adresser des correspondances à l'attention de :

Attention de : Manfeidjeou BANEZI, Personne Responsable des Marchés de TOGO TELECOM,  
Ville : LOME Boîte postale : 333 Pays : TOGO  
Numéro de téléphone : +228. 22 53 45 50, 22 34 13 69  
Numéro de télécopie : +228.22 21 03 73  
Adresse électronique : [mbanezi@togotel.net.tg](mailto:mbanezi@togotel.net.tg)

Le Directeur Général  
**Pétchétibadi BIKASSAM**

## Ultime round de la bataille pour la CAN 2013 Les Eperviers du Togo sereins

Les différentes sélections africaines encore en course pour la qualification à la Coupe d'Afrique des Nations, Afrique du Sud 2013. Les Eperviers du Togo, auteurs d'une bonne rencontre face aux Panthères du Gabon le 08 septembre se préparent activement pour achever la mission entamée à Libreville le mois passé. La sélection togolaise est en train d'affûter ses armes pour en découdre avec l'équipe de Paolo Duarte qui se prépare de son côté à partir du Bénin voisin. La seconde manche de la double confrontation entre Eperviers et Panthères a lieu ce dimanche au Stade de Kégué. Un match assez capital qui pourra permettre au Togo de renouer avec la fête continentale du ballon rond à laquelle la sélection n'a plus participé depuis 2006.

Après leur bonne prestation à Libreville le 08 septembre dernier, la sélection togolaise affronte son homologue gabonaise le 14 octobre prochain en match retour du dernier tour des éliminatoires de la CAN 2013. Les Eperviers du Togo qui sont à 90 minutes



Les Eperviers

d'une CAN comptent maximiser leur chance pour éviter toute surprise négative le dimanche prochain à Lomé. La bande à Didier Six a d'ailleurs débuté les entraînements hier mardi. Des séances d'entraînement qui ont débuté avec le groupe au complet hormis les quelques cas de blessures intervenus après la publication de la liste des 23 joueurs en début de la semaine dernière. En effet, la liste du technicien français a

enregistré quatre défections dues aux blessures inattendues de certains joueurs comme Serges Gakpé, Razak Boukari, Agassa Kossi et Jonathan Ayité. Des blessures de taille qui vont peser sur le jeu des Eperviers. C'est pour juguler ces défections que deux autres joueurs viennent d'être rappelés dans la foulée pour rejoindre le groupe déjà en campement à Lomé. Il s'agit de Mango Sénah (Défenseur,

Marseille/D1 France) et de Atakora Lalawélé (milieu offensif, AIK Stockholm/D1 Suède).

Au-delà des blessures enregistrées, les préparatifs pour un bon match ont été faits tant au niveau de la Fédération Togolaise de Football qu'au niveau des autorités du pays. C'est ainsi qu'on apprend de sources proches du bureau de la FTF que les autorités administratives ont pour une

fois débloqué les moyens nécessaires et à temps pour l'organisation parfaite de cette rencontre. Les entraînements se poursuivent ce mercredi avec deux séances, une à 10 heures et une autre à 16 heures. Selon le programme établi par la FTF et le staff technique, une autre séance d'entraînement ouverte au public a lieu demain après-midi avant les deux autres séances à huis clos le vendredi et samedi. Le groupe sous la houlette du capitaine Adébayor Shéyi est serein et motivé pour la victoire malgré ces absences de taille. L'objectif pour tous les Eperviers présents à Lomé est de qualifier le Togo au terme de la rencontre.

Rappelons tout de même que la sélection togolaise a une avance sur l'équipe du Gabon. Le match nul d'un but par tout fait pour l'instant les affaires de Didier Six et de ses poulains qui peuvent se qualifier avec un autre match nul mais vierge. C'est dire que le Togo a sa chance en main et doit la jouer crânement pour confirmer le réveil des espèces aillées togolaises. ■

BRHOOM Kwamé

## Le Togo perd des offres de formation sur le plan international à cause des lourdeurs administratives

La source de tout développement et de tout progrès réside dans une gouvernance administrative clairvoyante véritablement orientée vers les résultats et surtout prompte. Montre moi l'efficacité de ton administration et je dirai le type de développement auquel tu aspiras, pourrait-on être simplement être tenté de dire.

Les plus hautes autorités l'ont compris et c'est pourquoi depuis 2005, les réformes sont menées tous azimuts pour que l'Administration togolaise retrouve ses lettres de noblesse et que le pays s'inscrive résolument sur la voie du développement.

Seulement pour qu'il en soit ainsi, il faut une implication de tous les maillons de la chaîne administrative du sommet à la base de l'Etat.

Malgré les efforts déployés ça et là, des habitudes résistent et ont la peau dure. Il y a en effet toujours des brebis galeuses dans l'administration qui ne semblent pas mesurer la portée de leur responsabilité en retardant les dossiers. Le constat est amer : la lourdeur gangrène l'administration publique

togolaise.

Ce ne sont pas seulement les usagers de l'administration publique qui en font les frais de cette lourdeur. L'administration elle-même en pâtit.

Ce constat est fait au niveau des offres de formation offerts sur le plan international pour permettre au Gouvernement togolais de renforcer les capacités des agents de l'administration. La perte de certaines belles opportunités irrite. On ne comprend pas pourquoi les candidatures togolaises arrivent toujours hors délai.

Les Missions togolaises à l'étranger qui servent de courroie de transmission sont mieux placées pour apprécier cet état de fait.

Il faut se battre très souvent pour faire accepter les candidatures togolaises qui arrivent souvent hors délai et dans la plupart des cas, pour ces candidatures les conditions de forme du délai ne sont souvent pas prises en compte. Au moment où les candidatures des autres pays affluent quelques jours seulement après les annonces à la vitesse éclair. Les facteurs de cette lourdeur sont



Immeuble CASEF

purement endogènes. Le système administratif lui-même en est-il pour quelque chose ? Peut être

Entre les propositions de candidats pour une offre de formation d'un chef service, l'aval d'un Directeur de service d'un Secrétaire général c'est beaucoup de temps qui passe et à ce niveau, il ne suspend pas son vol pour les retardataires.

A ceci, il faudrait ajouter ce qu'il convient d'appeler les pêcheurs en eaux troubles. Cette catégorie de fonctionnaires véreux qui juste pour faire du mal gardent les dossiers par devers pour empêcher les

autres d'en tirer bénéfices en les traitant avec nonchalance.

Ils sont nombreux dans l'Administration publique qui agissent ainsi et doivent être combattus avec la dernière énergie.

L'ivraie ne domine cependant pas le bon grain mais toutefois, il importe que les Autorités veillent à une plus grande célérité pour tirer profit de ces offres de formation, nécessaires pour le renforcement des capacités de notre administration qui doit briller comme une constellation. ■

E. Dieudonné



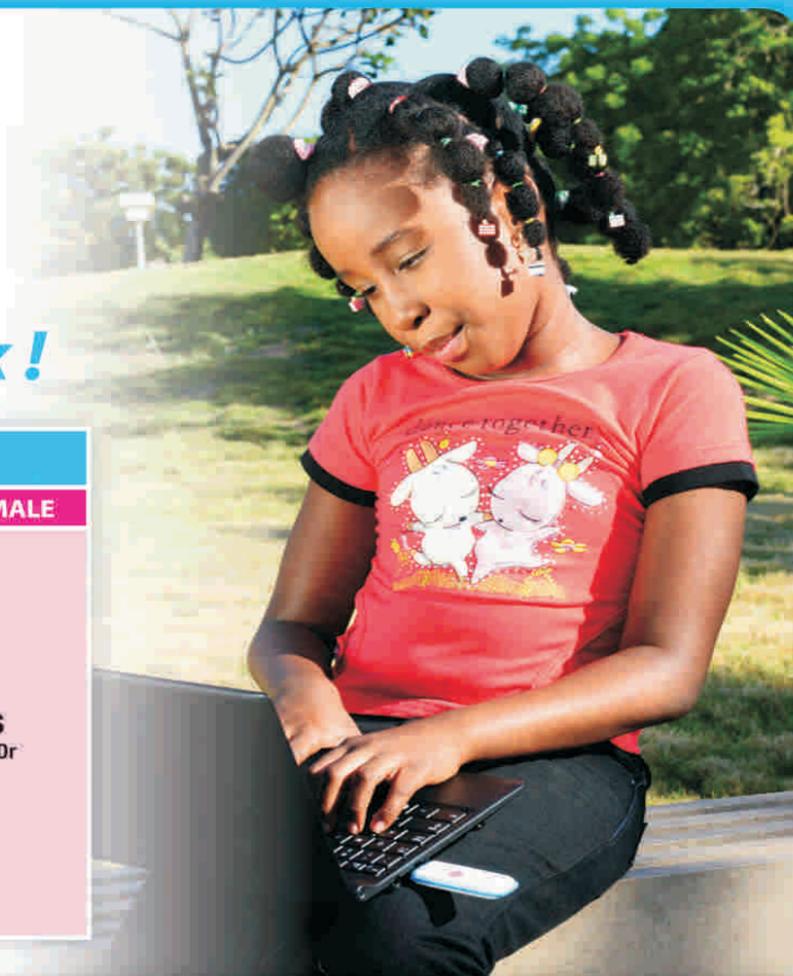
# PROMO INTERNET

Du 1<sup>er</sup> Octobre au 31 Décembre 2012

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

## HELIM nomade

Où je veux, quand je veux !



FACTURATION AU VOLUME			
FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ	VITESSE MAXIMALE
128Mo	590 F CFA	3j	2,8 Mb/s HELIM Nomade Or
256Mo	1 180 F CFA	5j	
1Go	4 720 F CFA	15j	
3Go	14 160 F CFA	20j	
5Go <b>NOUVEAU</b>	23 600 F CFA	30j	



**FACTURATION AU FORFAIT**  
Pour les débits de connexion de 300Kb/s ou 614Kb/s

Prix de la clé HELIM Nomade : **24 995 F TTC**

FACTURATION AU FORFAIT			
FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ	VITESSE MAXIMALE
<b>illimité</b> <b>NOUVEAU</b>	15 390 F CFA	30j	614 Kb/s HELIM Nomade Argent
<b>illimité</b> <b>NOUVEAU</b>	11 800 F CFA	30j	307 Kb/s HELIM Nomade Bronze

### FACTURATION À LA DURÉE

TEMPS DE CONNEXION	PRIX TTC
1H	360 F CFA

- Facturation par pas de 15mn
- Pas entamé facturé entièrement
- Tarif unique pour toute la journée



### FACTURATION À LA DURÉE

Pour des débits de connexion jusqu'à 300 Kb/s



Frais de mise en service Internet : **5 900 F TTC**

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

**ESPACES TELECOM À LOMÉ**

Ex Direction Générale  
Avenue Nicolas GRUNTZKY,  
ancien siège  
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM  
Ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE  
Juste après la Brasserie BB  
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME  
Face Église d'Adidogomé  
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME  
Face mosquée de l'ex Zongo  
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance  
Près de la Place de l'Indépendance  
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO  
Espace HELIM, ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT  
Près du Rond-Point du PAL  
Tél : (228) 22 27 46 03

**ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR**

Espace Telecom TSEVIE  
Près du grand marché de NDANYI  
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO  
Dans le bâtiment de l'UTB  
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME  
Près de la Préfecture  
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME  
Face à la station TOTAL  
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE  
Face au marché - Après CNSS  
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA  
Près du stade Municipal  
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG  
Face au commissariat  
Tél : (228) 27 70 83 00

**TOGO TELECOM, La Référence**

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)